

COVID-19 – Indications opérationnelles pour les bénéficiaires principaux et les partenaires de projets



Programme cofinancé par
l'Union Européenne



PREMISSE

L'objectif du présent document est celui de fournir aux bénéficiaires principaux et partenaires des projets financés dans le cadre du Programme ENI CT Italie Tunisie 2014-2020 des indications opérationnelles pour le démarrage et la mise en œuvre des activités de projet dans la phase liée aux restrictions causées par l'urgence COVID-19.

L'Autorité de Gestion (AG) du Programme est bien consciente que l'urgence COVID-19 entraîne un ralentissement de nombreuses activités de projet et a fait ressortir la nécessité de reprogrammer certaines actions prévues par les projets.

Afin de prévenir tout risque pour les acteurs impliqués dans le Programme, on suggère de :

- a) suivre strictement les instructions et recommandations émises par les autorités nationales respectives ;
- b) remplacer, dans la mesure du possible, toutes les rencontres déjà planifiées par des réunions à distance en assurant, si possible, un service de traduction simultanée (italien/français et vice versa) ;
- c) revoir les plans d'activités en fonction des mesures de restriction, identifier les activités qui peuvent être réalisées moyennant le travail à distance pour assurer la continuité du projet et reporter les activités de terrain ;
- d) envoyer les documents officiels demandés par l'AG (exemple : contrat de subvention, convention de partenaire, notes officielles) sous forme électronique dûment signés par le représentant légal du bénéficiaire du projet, conformément aux dispositions internationales relatives à la signature électronique, dans l'attente de faire parvenir lesdits documents en originale quand la situation sera plus favorable.

L'Union européenne s'est mobilisée dans toutes ses articulations pour faciliter la réponse à la crise COVID. Dans ce contexte, les procédures et propositions opérationnelles, déjà recommandées par l'AG, nécessaires pour faire face aux limitations imposées à la mobilité de tous et aux modalités de reprise en sécurité à la phase 2 de l'urgence sont précisées ci-dessous.

1. UTILISATION DES EVENTUELLES ECONOMIES RESULTANT D'ACTIVITES QUI NE PEUVENT PLUS ETRE REALISEES EN RAISON DU COVID-19

Compte tenu de la phase actuelle il est possible que certaines des activités initialement prévues par chaque projet approuvé dans les GT ne puissent plus être réalisées avec une conséquence immédiate sur les indicateurs de réalisation prévus dans le formulaire de candidature.

Plus précisément, les éléments suivants sont mis en évidence :

- a) Frais de voyage et de séjour : ces types de dépenses, principalement liées au GT1 et au GT2, qui devaient se dérouler dans la première période du projet concernée par l'émergence sanitaire, ne pourront être pris en charge. La situation d'urgence actuelle a mis en évidence la possibilité de tenir des réunions, des réunions techniques/opérationnelles, des comités de

pilotage, etc. à l'aide d'instruments de vidéoconférence, en évitant les déplacements physiques ;

- b) Frais de consultants et de services : ces types de dépenses, principalement liées à l'organisation, à la mise en œuvre et à la participation à des événements de lancement et/ou intermédiaires, à des réunions, à des séminaires, etc., ne pourront être pris en charge dans le cadre du projet.

Dans ce contexte et afin de garantir la pleine réalisation des indicateurs de résultat de chaque projet approuvé, il peut être nécessaire de modifier partiellement certains indicateurs de réalisation du projet, en utilisant si nécessaire, les ressources financières découlant des susdites activités qui ne pourront plus être réalisées.

Les nouvelles activités et leurs réalisations prévues doivent être dûment justifiées et cohérentes avec la réalisation complète des indicateurs de résultats du projet.

2. RAPPORTS D'AVANCEMENT : TEMPS ET DES DEMANDES DE MODIFICATION D'ACTIVITE

Les modifications et adaptations mineures apportées au projet en raison de l'épidémie seront examinées et acceptées si elles sont dûment justifiées.

Dans le cadre des rapports d'avancement et des rapports intermédiaires, les bénéficiaires principaux seront invités par l'AG à fournir une brève description des modifications adoptées nécessaires et de l'impact attendu sur le projet par le biais du modèle de rapport qui sera disponible avant le mois de Juillet prochain.

En ce qui concerne la présentation des susdits rapports, pour les projets dont les contrats de subvention ont été déjà signés à Décembre 2019, en dérogation exceptionnelle de l'art.6 du contrat de subvention, la date limite pour le dépôt des rapports d'avancement semestriel est reportée **de 90 jours civils par rapport à la date prévue, il devra donc être soumis avant le 31 octobre 2020.**

3. ÉLIGIBILITE DES DEPENSES

Les activités annulées en raison de l'émergence du COVID-19 seront considérées comme des cas de force majeure et seront éligibles à condition qu'il n'y ait pas de possibilité de remboursement : le bénéficiaire principale/partenaire doit démontrer qu'il a épuisé toutes les possibilités d'obtenir un remboursement des frais encourus. Dans de tels cas, les documents justificatifs doivent être accompagnés d'une brève description des motifs de l'effacement. Il est conseillé d'envoyer ces justifications à l'AG ou au Secrétariat Technique Conjoint (STC) avant de les insérer dans les rapports d'avancement et/ou intermédiaires.

4. CONTRIBUTIONS AUX MESURES DE LUTTE CONTRE L'EPIDEMIE DU COVID-19

Le Programme encourage tous les principaux bénéficiaires et partenaires à explorer les possibilités de contribuer rapidement et efficacement à la réponse aux conséquences de l'urgence COVID-19 dans le cadre des projets. Idéalement, cela peut se faire de différentes manières, par exemple :

- a) élargir la réalisation champ des activités prévues ou en cours avec des interventions appropriées pour aider à atténuer les effets de l'urgence COVID-19, mais dans le cadre des objectifs spécifiques du projet;
- b) renforcer l'utilisation d'outils en ligne pour surmonter les restrictions COVID-19, comme par exemple acquérir des équipements et des outils pour le personnel de projet travaillant dans le cadre d'un télétravail ou pour la réalisation de conférences en ligne pour assurer les réunions de projet, les formations, les conférences, etc.

5. UTILISATION DES OUTILS DE VISIOCONFERENCE POUR LE TELETRAVAIL

Pour faire face à l'urgence internationale COVID-19, le Programme encourage tous les bénéficiaires principaux et partenaires à se doter d'outils de visioconférence, gratuits ou payants, adaptés à l'organisation de réunions de travail à distance, séminaires, comités de pilotage, etc.

Les instruments et les systèmes de visioconférence sont donc indispensables pour permettre les activités de coordination et le déroulement des activités de projet.

Parmi les nombreux outils de visioconférence et de collaboration en ligne, on peut citer ci-après :

- Skype di Microsoft
- Cisco Webex Meetings
- Zooms Cloud Meetings
- Microsoft Teams
- Hangouts Meet
- GotoMeeting

Il convient de noter qu'ils existent d'autres solutions capables de remplir les fonctions requises par la législation et avec des normes de sécurité adéquates.

Pour vous orienter dans le choix de l'instrument, vous trouverez quelques caractéristiques à prendre en compte:

- nombre de participants possibles;
- nombre de spectateurs potentiels (en streaming);
- possibilité d'enregistrer la session;
- possibilité de faire plusieurs vidéoconférences en même temps (si nécessaire);
- toute restriction ou restriction (par exemple, durée des sessions, capacité d'enregistrement, etc.).

En outre, il convient d'évaluer, afin de garantir l'efficacité du service et la facilité de participation et d'utilisation des systèmes:

- interface en langues française et/ou italienne;

- performance du système (en termes de stabilité et de qualité de la connexion);
- compatibilité avec les appareils du marché, même mobiles (ordinateurs, smartphones, tablettes, etc.) et avec différents systèmes d'exploitation (Windows, Ios, Linux, Android, etc.);
- possibilité de se connecter également par appel téléphonique (particulièrement utile dans les situations où la connexion de données n'est pas optimale).

L'AG et le STC sont disponibles pour toute clarification en envoyant un e-mail à l'adresse électronique: servizio5.programmazione@regione.sicilia.it

COVID-19 – Indicazioni operative per i beneficiari principali e i partner di progetto

PREMESSA

L'obiettivo del presente documento è quello di fornire ai beneficiari principali e partner dei progetti finanziati nell'ambito del Programma ENI CT Italia Tunisia 2014-2020 alcune indicazioni operative per l'avvio e l'implementazione delle attività progettuali nella fase legata alle restrizioni causate dall'emergenza COVID-19.

L'Autorità di Gestione (AG) del Programma è ben consapevole che l'emergenza COVID-19 sta determinando un rallentamento di molte attività progettuali e ha fatto emergere la necessità di riprogrammare alcune azioni previste dai progetti.

Al fine di prevenire qualsiasi rischio per gli attori coinvolti nel Programma, si consiglia di:

- a) seguire rigorosamente le istruzioni e le raccomandazioni emesse dalle rispettive autorità nazionali;
- b) sostituire, nella misura del possibile, tutti gli incontri già calendarizzati con riunioni a distanza assicurando, laddove possibile, un servizio di traduzione simultanea (italiano/francese e viceversa);
- c) rivedere i piani di attività in funzione delle misure restrittive, identificare le attività che possono essere svolte attraverso il lavoro a distanza per garantire la continuità del progetto e rinviare le attività sul campo;
- d) inviare i documenti ufficiali richiesti dall'AG (Contratto di sovvenzione, convenzioni di partner, note ufficiali) in formato digitale debitamente firmati elettronicamente dal rappresentante legale del beneficiario del progetto, conformemente alle disposizioni internazionali relative alla firma elettronica, in attesa di far pervenire tali documenti in originale quando la situazione sarà più favorevole.

L'Unione Europea si è mobilitata in tutte le sue articolazioni per agevolare la risposta alla crisi COVID. In questo contesto, si specificano di seguito le procedure e proposte operative, già raccomandate dall'AG, necessarie per far fronte alle limitazioni imposte alla mobilità di tutti e alle modalità di ripresa in sicurezza nella fase 2 dell'emergenza.

1. USO DI EVENTUALI ECONOMIE DERIVANTI DA ATTIVITÀ CHE NON POSSONO PIÙ ESSERE REALIZZATE CAUSA COVID-19

Tenendo conto dell'attuale fase è possibile che alcune delle attività originariamente previste da ciascun progetto approvato nei vari GT non potranno essere più realizzate, con una conseguenza immediata sugli indicatori di output previsti nel formulario di candidatura.

Nello specifico, si mette in evidenza quanto segue:

- c) Spese di viaggio e soggiorno: tali tipologie di spese, prevalentemente legate al GT1 e al GT2, che avrebbero dovuto aver luogo nel primo periodo del progetto interessato dall'emergenza sanitaria, difficilmente potranno essere sostenute. L'attuale situazione di emergenza ha reso evidente la possibilità di realizzare riunioni, incontri tecnico/operativi, comitati di pilotaggio ecc. attraverso strumenti di video conferenza, evitando gli spostamenti fisici;
- d) Costi per consulenti e servizi: tali tipologie di spese, prevalentemente legate all'organizzazione, all'attuazione e alla partecipazione ad eventi di lancio e/o intermedi, riunioni, seminari etc., difficilmente potranno essere sostenute nell'ambito del progetto.

In considerazioni di ciò e al fine di assicurare il pieno raggiungimento degli indicatori di risultato di ciascun progetto approvato, è possibile richiedere una parziale modifica di alcuni indicatori di output del progetto, utilizzando se necessario, le risorse finanziarie derivanti dalle sopra richiamate attività che non potranno più essere realizzate.

Le nuove attività con i relativi output previsti dovranno essere adeguatamente giustificate e dovranno essere, altresì, funzionali e coerenti al pieno raggiungimento degli indicatori di risultato del progetto.

2. REPORT DI AVANZAMENTO: TEMPISTICA E RICHIESTE DI VARIAZIONE ATTIVITÀ

Le modifiche e gli adeguamenti minori apportati al progetto a causa dell'epidemia saranno esaminati e accettati se debitamente giustificati.

Per quanto concerne i rapporti d'avanzamento e intermedio, i beneficiari principali saranno invitati dall'AG a inviare una breve descrizione delle modifiche adottate necessarie e dell'impatto previsto sul progetto, attraverso apposito modello di report che sarà reso disponibile entro il mese di Luglio p.v.

Per quanto riguarda la presentazione dei suddetti rapporti, per i progetti i cui contratti di sovvenzione sono già stati firmati a Dicembre 2019, in deroga eccezionale all'articolo 6 del contratto di sovvenzione, il termine per la presentazione dei rapporti d'avanzamento semestrali è rinviato **di 90 giorni di calendario dalla data prevista e pertanto dovrà essere presentato entro il 31 ottobre 2020.**

3. ELEGGIBILITÀ DELLE SPESE

Le attività annullate a causa dell'emergenza COVID-19 saranno considerate casi di forza maggiore e saranno ammissibili a condizione che non vi siano possibilità di rimborso: il beneficiario principale / partner deve dimostrare di aver esaurito tutte le possibilità per ottenere un rimborso delle spese sostenute. I documenti giustificativi in tali casi devono essere accompagnati da una breve descrizione dei motivi che hanno causato la cancellazione. Si consiglia di inviare tali giustificazioni all' AG o al Segretariato Tecnico Congiunto (STC) prima di inserirle nei rapporti di avanzamento e/o intermedi.

4. CONTRIBUTI ALLE MISURE DI CONTRASTO ALL'EPIDEMIA COVID-19

Il Programma incoraggia tutti i beneficiari principali e partner ad esplorare le possibilità di contribuire in modo rapido ed efficace alla risposta alle conseguenze dell'emergenza COVID-19 nell'ambito dei progetti. Idealmente, ciò può avvenire in diversi modi, come ad esempio:

- c) ampliare la realizzazione delle attività previste o in corso con interventi idonei per contribuire a mitigare gli effetti dell'emergenza COVID-19, nel quadro degli obiettivi specifici del progetto;
- d) incentivare l'uso di strumenti online per superare le restrizioni COVID-19, come acquisire attrezzature e strumenti per il personale del progetto che lavora a casa in smart working o per la realizzazione di conferenze on line per assicurare le riunioni di progetto, le formazioni, le conferenze, ecc.

5. UTILIZZO DEGLI STRUMENTI DI VIDEOCONFERENZA PER LO SMART WORKING

Per far fronte all'emergenza internazionale COVID-19, il Programma incoraggia tutti i beneficiari principali e partner a dotarsi di strumenti di videoconferenza, gratuiti o a pagamento, adatti per organizzare riunioni di smart-working, seminari, comitati di pilotaggio etc.

Gli strumenti e i sistemi di videoconferenza in questo momento sono quindi indispensabili per consentire le attività di coordinamento e lo svolgimento delle attività progettuali.

Tra i molti strumenti di videoconferenza e collaborazione online, se ne segnalano, di seguito, alcuni

- Skype di Microsoft
- Cisco Webex Meetings
- Zooms Cloud Meetings
- Microsoft Teams
- Hangouts Meet
- GotoMeeting

Si precisa che ci sono anche altre soluzioni in grado di assolvere alle funzioni richieste dalla normativa e con standard di sicurezza adeguati.

Per orientarsi nella scelta dello strumento, si riportano alcune caratteristiche da considerare:

- numero di possibili partecipanti;
- numero di possibili spettatori (in streaming);
- possibilità di registrare la sessione;
- possibilità di fare più videoconferenze in contemporanea (se necessario);
- eventuali restrizioni o limitazioni (es.: durata delle sessioni, capacità di registrazione, ecc.).

Inoltre, sono da valutare, per garantire l'efficacia del servizio e la facilità di partecipazione e d'uso dei sistemi:

- l'interfaccia in lingua italiana e/o francese;
- la performance del sistema (in termini di stabilità e qualità della connessione);
- la compatibilità con i dispositivi di mercato, anche mobili (computer, smartphone, tablet, ecc.) e con differenti sistemi operativi (Windows, iOS, Linux, Android, ecc.);

- la possibilità di collegarsi anche tramite chiamata telefonica (particolarmente utile nelle situazioni in cui la connessione dati non è ottimale).

L'AG e il STC sono disponibili per qualsiasi chiarimento inviando un'e-mail all'indirizzo di posta elettronica: servizio5.programmazione@regione.sicilia.it